

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION
LILLE, 106, Rue de Paris
PARIS, 43, Bd. Haussmann

JOURNAL D'INFORMATION

L'Égalité

de Roubaix — Tourcoing

BUREAUX: ROUBAIX Téléphone 351-17
46, rue de la Gare, 45
TOURCOING Téléphone 9-85
3, rue Fidèle Lehoucq

DIRECTRICE: M^{me} Eug. GUILLAUME

LES ENTRETIENS GERMANO-ITALIENS

LA FRANCE SEULE ?

Le général GOERING, bras droit d'HITLER, vient de rendre visite, à Rome, à M. MUSSOLINI. On a voulu nous faire croire qu'il ne s'agissait là que d'un voyage privé, alors que jamais les circonstances internationales n'ont exigé autant d'attention de la part des gouvernements européens.

En vérité, au lendemain de la signature du « Gentlemen's agreement » anglo-italien, relatif à la Méditerranée et de la haineuse campagne menée par la presse allemande contre la France dont le seul tort fut de s'inquiéter de la pénétration germanique au Maroc Espagnol, le voyage du premier ministre de Prusse qui, demain peut-être, sera le chancelier d'un Reich dont HITLER n'a pas plus que le souverain — le Führer —, le voyage de M. Goering à Rome devait revêtir une importance politique capitale.

En fait, et en dépit de la discrétion dont ont fait preuve tant les journaux de Rome que ceux de Berlin, ce voyage s'est affirmé comme devant unifier l'action des gouvernements allemand et italien en face des événements d'Espagne. Mais aussi et surtout, si nous en croyons certains échos, il a eu pour but de poursuivre une politique qui ne tend rien moins qu'à amener une réconciliation, pour ne pas dire une entente entre Berlin et Londres.

Voilà le grand mot lâché ! Berlin-Londres, par Rome ! Il est évident qu'une telle politique peut rentrer dans les vues de l'Italie, soucieuse d'arbitrer les différends européens, en ce moment où ils s'avèrent difficilement conciliables. Mais il n'est pas moins certain qu'une telle ambition doit se heurter à des impossibilités premières. L'entente franco-britannique est trop grande pour pouvoir être brisée ou même relâchée par des manœuvres diplomatiques qu'à Paris, comme à Londres, on aurait vite percées à jour.

Par ailleurs, il est évident que toute alliance germano-italienne, dans les circonstances présentes, revêtirait un caractère tel que nulle nation ne saurait s'atteler son char.

Il n'en reste pas moins que l'offensive germano-italienne contre la France a déjà eu pour résultat d'obliger la Grande Bretagne à prendre, seule, une position nette en face des événements d'Espagne et que la France risque de ne faire figure que suivante en cette affaire.

Isoler la France, la mettre dans l'impossibilité d'avoir voix au conseil des Nations et la mettre devant un fait accompli, c'est là peut-être le but poursuivi à Berlin. Nous doutons fort que Rome s'y laisse prendre entièrement. On a pu, au delà des Alpes, juger de la valeur des engagements pris par l'Allemagne et par la France, pour ne point se méfier de ceux qui pourraient prendre les représentants de la première et les comparer à ceux qui purent prendre ceux qui ont parlé et signé en notre nom.

Et encore, la volonté pacifique de la France, affirmée par tous les Gouvernements qui se sont succédés depuis 20 ans, ne fait de doute pour personne. Que l'on soit de mauvaise foi, c'est possible, mais il y a des vérités absolues contre qui les plus malintentionnés se briseraient tôt ou tard. A Londres comme à Varsovie ou à New-York, on ne l'ignore pas.

On n'y ignore pas davantage que la France représente une force réelle, que, malgré ses divisions apparentes, elle est, au fond, profondément unie et qu'elle ne saurait être une proie facile à un agresseur éventuel.

Unie et forte, elle demeure une nation avec laquelle il faut compter. Et toutes les tentatives pour la laisser à l'écart et pour l'isoler se heurteraient à sa ferme volonté de vivre et de poursuivre sa destinée.

Frédéric LAGRANGE.

LE PRINCE ET LA PRINCESSE DE PIÉMONT ONT REÇU A NAPLES LE GÉNÉRAL GOERING

Dans un discours prononcé à Rome, ce dernier a montré les peuples divisés en deux camps nettement séparés et a rappelé que l'Allemagne et l'Italie avaient le même idéal

Rome, 18. — M. Von Hassell, ambassadeur du Reich, qui a eu hier soir un long entretien avec M. Goering est parti ce matin à 7 h. 40 pour Berlin.

D'autre part, M. Goering est parti à 9 h. 30 pour Naples. Un accueil triomphal soigneusement arrêté dans tous ses détails a été fait, au général Hermann Goering, à son arrivée à Naples. La ville entière était pavée aux couleurs allemandes et italiennes. Tous les fascistes de la ville, convoqués spécialement, étaient massés aux abords de la gare et le long du parcours que devaient suivre

un discours dans la Maison Brune de Rome.

Selon le « 12 Uhr Blatt », le général a déclaré notamment : « Par suite de l'avenir incertain de l'Europe, une seule grande question se pose : L'incertitude de cet avenir vise les peuples en deux camps nettement séparés, d'un côté la reconstruction, l'ordre, la discipline et la foi, de l'autre côté, la ruine et la destruction dans la fureur sanglante du bolchevisme. » Un jour, les nations européennes de-



Accompagné par le Duc d'AOSTE et le Général VALLE, le Général GOERING a visité le Centre d'aviation de GUIDONIA. Notre photo montre le Général GOERING écoutant, pendant le défilé aérien les explications du Duc d'AOSTE.

le général Goering et les membres de sa suite.

Après avoir été salué à sa descente du train par les autorités de la ville, le général Goering et sa suite se sont rendus directement au Palais Royal. Appelé par les acclamations de la foule, le général Goering est apparu avec Mme Goering au balcon du Palais Royal, aux côtés du prince et de la princesse de Piémont. Un déjeuner a réuni aussitôt après une soixantaine de convives autour de l'héritier de la couronne d'Italie et du ministre allemand.

Avant l'embarquement pour Capri
Naples, 18. — Le général Goering et sa femme, accompagnés d'un officier d'ordonnance du prince de Piémont, ont quitté le Palais Royal à 15 h. 30. Ils sont passés à leur hôtel où ils ne sont restés que quelques instants. A la tombée de la nuit, le général et Mme Goering, après la visite de la ville, sont rentrés à l'hôtel, s'appropriant à s'embarquer pour Capri.

UN DISCOURS DU GÉNÉRAL GOERING A ROME

Berlin, 18. — Au retour de la chasse royale, le général Goering a prononcé

un discours dans lequel il a déclaré que le peuple et la patrie contre le malin insidieux bolchevisme qui s'insinue insidieusement. Seule, la foi dans le peuple, en de forts dirigeants, est efficace. Deux peuples ont le même idéal, c'est pourquoi il faut qu'ils se comprennent, c'est pourquoi une pleine compréhension pour une collaboration solide et étroite avec l'Allemagne régnait aussi en Italie.

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)

UN ARMISTICE DE COURTE DURÉE EN CHINE

Londres, 18. — On mande de l'Agence « Reuter » : L'armistice qui avait été conclu ce matin entre le Gouvernement central et les autorités rebelles de Sian-Fou sur la base de la reconnaissance par ces dernières de la souveraineté de Nankin cependant que le statu quo dans la province devait être maintenu en attendant le règlement définitif de l'affaire par le Conseil exécutif central, aura été de courte durée il a en effet, été décidé que les hostilités reprendraient ce soir à minuit.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Très violents combats sur le front de Madrid

Les efforts des insurgés pour déloger les loyalistes retranchés dans la Cité Universitaire ont échoué

UN AVION INCONNU A JETÉ PLUSIEURS BOMBES SUR UN CONTRE-TORPILLEUR FRANÇAIS



Des miliciens gouvernementaux dans une barricade défendant l'entrée de Madrid.

Madrid, 18. — Le Conseil délégué pour la défense de Madrid publie à midi le communiqué suivant :

Des combats très violents ont eu lieu sur le front de Madrid dans les secteurs de la Cité Universitaire et de la Moncloa. Les efforts rebelles pour nous déloger des nouvelles positions que nous avons occupées dans l'hôpital-clinique ont échoué totalement.

Sur le front de Guadajajara, une forte attaque ennemie contre nos positions fortifiées d'Avanades a été repoussée.

Une alerte à Barcelone

Barcelone, 18. — Cette nuit, à 2 h. 15, les sirènes ont donné l'alerte contre les



Une vue du cargo « MAR CANTABRICO » qui fut l'objet d'une dramatique poursuite de la part des autorités américaines, les capitaines GORDON BERRY et BERT ACOSTA ayant engagé une action judiciaire contre le Capitaine du vapeur et réclamant une somme de 6 000 dollars qui ne leur a pas été payée en échange de services rendus par eux aux armées loyalistes. Toutefois, le « MAR CANTABRICO » ne put être rejoint et continua son voyage.

Le port de Meillia et notamment les entrepôts de la Compagnie des Mines du Rif ont été bombardés avec efficacité par l'aviation républicaine.

Lourdes pertes des rebelles

Madrid, 18. — Le général Miaja, défenseur de Madrid, a déclaré ce matin :

bombardements. La ville a été plongée immédiatement dans l'obscurité et les projecteurs ont fonctionné rapidement, ainsi que les services de défense aérienne.

La population a observé, avec une grande célérité, les mesures d'ordre prévues en pareil cas. (Voir suite 2^e page)

LES MINISTRES ONT APPROUVÉ L'APPLICATION DES 40 HEURES DANS LES CHEMINS DE FER

La mise en vigueur de cette mesure commencera le lundi 25 janvier sur les divers réseaux

On estime que de ce fait 60.000 personnes devront être embauchées

Paris, 18. — Les ministres se sont réunis ce matin à 10 h. 30, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun, M. Bedouce, ministre des Travaux publics, a fait approuver dans sa forme définitive le projet instituant la semaine de 40 heures dans les réseaux de chemin de fer, sur lequel se sont mis d'accord les délégués des Associations professionnelles des Fonctionnaires du contrôle et, sous certaines réserves qui ont reçu des assaisements, les représentants des réseaux.

Le Conseil National Economique avait d'ailleurs émis un avis favorable au texte qui a été signé par le président de la République.

Le décret paraîtra à l'« Officiel » le mercredi 20 janvier. La première semaine d'application sera celle commençant le 25 janvier 1937.

L'exposé de M. Bedouce

Le Conseil des ministres qui s'est tenu ce matin a été exclusivement consacré à l'exposé de M. BEDOUCÉ sur la création de la semaine de 40 heures dans les réseaux de chemins de fer. Le ministre des Travaux publics a expliqué longuement l'économie du projet, dont le principal avantage est de résorber le chômage. C'est ainsi que les techniciens estiment qu'il permettra d'embaucher 60 000 personnes.

D'autre part, M. Bedouce a fait l'exposé de la meilleure situation des réseaux de chemins de fer, dont les recettes ont augmenté, pendant la période de Noël, de 20,70 % et dont la moyenne d'augmentation se stabilise actuellement à 15 %.

Par ailleurs, le ministre des Travaux publics a montré toute la souplesse du nouveau décret, qui contiendra, d'ailleurs, certaines dérogations pour diverses catégories d'employés de chemin de fer.

ces, a fait signer, par application de la loi du 20 juin 1936, un décret supprimant le prélèvement exercé en appli-



Instantané de M. BEDOUCÉ sortant de l'Élysée.

Suppression de prélèvements sur certaines pensions

Au cours du Conseil des ministres, M. VINCENT AURIOL, ministre des Finan-

tion des décrets de 1935 et 1936 sur les pensions des agents des départements, communes, établissements publics, entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public.

UN ACTE DE SABOTAGE A PROVOQUÉ LA CATASTROPHE DE KOWLOON CONTRE UNE HAUSSE INJUSTIFIÉE DU PRIX DU SUCRE

Il y a 77 morts, pour la plupart brûlés vifs et 35 blessés

Hongkong, 18. — Le bilan officiel des victimes de la catastrophe de chemin de fer de Kowloon est de 77 morts, pour la plupart brûlés vifs, et de 35 blessés.

Les autorités ferroviaires de Canton déclarent aujourd'hui que la catastrophe est due au sabotage. Le feu a été mis en cours de route à des paniers contenant des objets en celluloid, qui avaient été placés dans deux wagons du train.

« Le ministre de l'Économie nationale a convoqué les représentants du comité central des fabricants de sucre de France, du syndicat des raffineurs de sucre, de la Compagnie des commissionnaires à la Bourse de Commerce de Paris, à une réunion qui groupait d'autre part avec les représentants du ministère de l'Économie nationale ceux des ministères des Finances, du Commerce, de l'Agriculture et des Colonies. »

(LIRE LA SUITE EN CINQUIÈME PAGE)

WASHINGTON VILLE LUMIÈRE



De nouveaux éclairages viennent d'être expérimentés à l'occasion de l'ouverture du Congrès, et la belle capitale américaine reçoit un aspect féerique. NOTRE PHOTO MONTRE LES JARDINS, ET AU FOND, LES PALAIS DU CAPITOLE ILLUMINÉS.

Lire en deuxième page notre nouveau roman-cinéma :

« LES REPROUVES » par André ARMANDY
Ouvrage couronné par l'Académie Française.

LA GRÈVE A COMMENCÉ CHEZ LES MINEURS BELGES

Les centrales régionales avaient cependant demandé aux ouvriers d'attendre la fin des pourparlers en cours (DE NOTRE REDACTION BELGE)

On sait que le Congrès des mineurs avait fixé au 18 janvier la date où la grève serait déclenchée au cas où la semaine de 45 heures ne serait pas appliquée.

Dimanche après-midi, les centrales régionales avaient décidé de suspendre cette décision et d'attendre, pour déclencher le mouvement, la fin des pourparlers en cours et, notamment, une réunion de la commission mixte des mines qui devait avoir lieu hier soir. Néanmoins, les mineurs ne se sont pas présentés au travail, lundi, dans la journée, dans plusieurs puits du Centre, du Borinage, du Namurois du pays noir et de Liège. Dans le Limbourg, on ne signale aucune défection. Le nombre total des grévistes est d'environ 20.000.

Grèves aux abattoirs parisiens



LES GRÉVISTES DANS LA COUR DES ABATTOIRS DE LA VILLETTE.

Paris, 18. — Une grève des garçons-bouchers, avec occupation, a éclaté ce matin aux Abattoirs de la Villette et aux Abattoirs de Vaugirard, ainsi que dans les grosses maisons de boucherie. Jusqu'à présent, on ne signale aucun incident.

Cependant, à 10 heures, les maisons de boucherie du quartier des Halles connaissent une activité normale. Quant aux autres boucheries, elles sont toutes fermées comme la coutume l'exige chaque lundi.

Des bouchers grévistes des Abattoirs,

interrogés sur les motifs de la grève, répondent qu'il s'agit pour la plupart d'entre eux d'une manifestation de solidarité. Ils entendent soutenir, en effet, les revendications des employés d'une maison, qui n'a pas encore appliqué le barème.